



ÉDITORIAL

RICARDO LAGO*
ANTOINE MÉRIEUX**

La chute du mur de Berlin a entraîné les pays de l'ex-bloc communiste dans une mutation politique et économique sans précédent. Depuis maintenant dix ans, les pays d'Europe Centrale et Orientale (les PECO) et les pays baltes ont entamé la conversion de leurs économies planifiées en économies de marché et ont engagé des négociations pour entrer dans l'Union européenne. Nous avons donc aujourd'hui le recul nécessaire pour tirer un premier bilan de cette transition. Avec l'aide très précieuse du Président et des économistes de la BERD, que nous remercions ici très vivement, la *Revue d'économie financière* a souhaité marquer ces dix ans de transition par un numéro hors série. Ce numéro est aussi disponible en anglais afin d'assurer une large diffusion, notamment dans les pays de l'Est.

La transition d'une économie planifiée à une économie de marché ne s'inscrit pas exclusivement dans une problématique de développement car elle implique de vastes changements aussi bien dans la structure et le fonctionnement des marchés que dans le comportement des acteurs économiques. Certains ont pu croire que le simple jeu du marché suffirait à induire cette mutation. Il apparaît aujourd'hui que cette transition ne peut aboutir que si les pays concernés se dotent d'un État de droit et d'un cadre juridique et institutionnel adapté. Fidèle à sa tradition, la *Revue d'économie financière* a privilégié les aspects financiers de la transition, sans pour autant totalement négliger les aspects réels qui revêtent dans le cas présent une importance particulière.

Cet ouvrage est introduit par Jean Lemierre, Président de la BERD, qui tire le bilan des dix années de transition écoulées, de l'action de la BERD et analyse les défis qu'il reste à relever. Après cet avant-propos et avant d'analyser plus en détail la transition des pays de l'Est, la première partie de ce numéro spécial s'intéresse au problème de l'élargissement de l'Union européenne et à l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale car ces perspectives conditionnent profondément les mises en œuvre de la transition dans les pays candidats. En effet, si la transition

* Directeur adjoint du Bureau des Affaires économiques de la BERD.

** Délégué général de l'AEF.



des PECO intéresse si vivement l'Europe Occidentale, c'est en grande partie parce que ces pays deviendront, à terme, membres de l'Union européenne. Cette partie débute avec une interview du Commissaire Pedro Solbes Mira qui nous livre son point de vue sur les aspects économiques, en particulier macroéconomiques et financiers, et politiques de l'élargissement de l'UE. Puis, Jacques de Larosière explique en quoi il estime que l'élargissement de l'UE aux pays de l'Est peut être une opportunité pour l'Europe. Wladimir Andreff se place, lui, du côté des pays candidats en analysant les gains attendus par ces économies de leur intégration à l'UE, puis à terme à l'Euroland. Constantine Michalopoulos s'attache, quant à lui, à dégager les défis que les pays de l'ex-Union soviétique devront relever pour être pleinement intégrés aux échanges mondiaux. Enfin, Patrice Muller détaille les perspectives que peut offrir la « nouvelle économie » pour faciliter l'insertion des pays en transition candidats à l'UE.

La seconde série de contributions présente l'environnement macroéconomique et le concept de transition. Deux articles cernent les caractéristiques de cette mutation : Gur Ofer présente les différences entre transition et développement qui justifient un traitement distinct des deux types d'économie et Grzegorz W. Kolodko décrit ce qu'est exactement la mutation post-socialiste et pourquoi nous pouvons parler de mutation systémique à propos des pays de l'Est. Deux autres contributions abordent ensuite des problèmes macroéconomiques plus spécifiques. Vito Tanzi et George Tsibouris s'intéressent à l'évolution des institutions fiscales, essentielles au bon fonctionnement de l'économie de marché. Quant à Willem Buiters et Ricardo Lago, ils analysent les développements en matière de dette car, si celle-ci devient insoutenable, le processus de transition et l'intégration dans l'Union européenne peuvent être lourdement pénalisés. Maria Vagliasindi étudie la mise en place de la politique de concurrence et la réglementation qui accompagne obligatoirement l'économie de marché. Enfin, Assen Slim trace un bilan mitigé de l'aide occidentale aux PECO, ce qui ouvre à nouveau le débat conceptuel sur l'assistance des pays.

Une troisième partie étudie un point essentiel de la transition qui conditionne l'intégration de ces pays dans l'UE : le choix du régime de change et la mutation des Banques centrales. Une première contribution de Warren Coats et Marko Skreb présente les transformations qu'ont subies les Banques centrales et la politique monétaire des pays de l'Est ainsi que les défis qu'il reste encore à relever en la matière. Les trois articles suivants tentent d'analyser le régime de change que doivent adopter les pays en transition candidats à l'UE. La tâche est, en effet, délicate car ce régime doit être suffisamment souple pour faciliter les ajustements que requiert la transition, comme l'expliquent David Begg



et Charles Wyplosz, et également tenir compte des perspectives d'intégration à l'UE et de la stabilité des changes qu'elle implique, ce que soulignent Willem Buiter et Clemens Grafe ainsi que Virginie Coudert et Jean-Patrick Yanitch. Enfin la contribution de Balázs Egert se focalise sur le cas particulier de la Hongrie.

La transition et le développement de l'économie de marché ne pourront être menés à bien qu'accompagnés d'un système financier suffisamment développé et structuré. La quatrième partie de ce numéro est donc consacrée au développement du secteur financier dans les pays de l'Est. Patrick Mordacq fait d'abord le bilan de la mise en place des marchés boursiers en Europe Centrale et Orientale et souligne les progrès qui restent à réaliser. Gaël de Pontbriand analyse l'état et les conditions de restructuration de 27 systèmes bancaires. Thierry Apoteker s'intéresse plus spécifiquement aux systèmes bancaires polonais, tchèques et hongrois afin d'y déceler la persistance de risques systémiques. De même, Jean-Michel Paillès, Benoît Durand et Mikaël Posnic décrivent la restructuration du secteur bancaire serbe.

Cet ouvrage se termine par trois textes sur les aspects économiques et sociaux de la transition. Les transformations du tissu économique, et particulièrement la privatisation des différents secteurs économiques, ont évidemment de fortes implications sur le marché du travail et la croissance, ce qu'analysent Gérard Duchêne, Philippe Rusin et Geomina Turlea. Bernard Snoy aborde les aspects sociaux en nous éclairant sur les bouleversements qu'elle a pu entraîner au sein de la population des pays de l'Est. En dernier lieu, Mathilde Mesnard tente d'analyser les raisons de l'échec de la transition russe en matière de *corporate governance*.